

**Département des Yvelines
Arrondissement de Saint-Germain-en-Laye**

ARRÊTÉ MUNICIPAL

**DELEGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR JAMEL BOUZIANE RESPONSABLE DU
CENTRE TECHNIQUE MUNICIPAL - ABROGATION DE L'ARRETE MUNICIPAL
N°2024_0999**

Le Maire de la Ville de Chatou,

Vu les articles L.2122-19 et L.2122-20 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'élection du Maire en date du 28 octobre 2024,

Vu l'arrêté municipal n°2024_0999 portant délégation de signature à Monsieur Jamel BOUZIANE, Responsable du Centre Technique Municipal,

Vu l'arrêté municipal nommant Monsieur Jamel BOUZIANE en qualité d'Ingénieur Principal,

Considérant le changement de grade de l'agent,

Considérant que Monsieur Jamel BOUZIANE est Responsable du Centre Technique Municipal au sein de la Direction des Services Techniques,

Considérant que la délégation de signature prévue par l'article L.2122-19 du Code général des collectivités territoriales porte sur les affaires définies librement par l'autorité territoriale, sous sa surveillance et sa responsabilité,

Considérant qu'il est de bonne pratique communale, dans un souci notamment d'efficacité et de plus grande réactivité, d'octroyer des délégations de signature aux responsables de services, en complément des délégations délivrées aux élus municipaux et aux membres de la direction générale,

Considérant que pour tous les actes concernés par cet arrêté, l'usage d'une griffe est interdit et que toute signature doit être précédée de la mention « Pour le Maire et par délégation, le Responsable du Centre Technique Municipal »,

ARRÊTE

Article 1 : A compter du caractère exécutoire du présent arrêté, l'arrêté municipal n°2024_0999 portant délégation de signature à Monsieur Jamel BOUZIANE, Responsable du Centre Technique Municipal, est abrogé.

Article 2 : A compter du caractère exécutoire du présent arrêté, délégation de signature permanente est donnée à Monsieur Jamel BOUZIANE, Responsable du Centre Technique Municipal au sein de la Direction des Services Techniques, sous la surveillance et la responsabilité du Maire, à l'effet de signer, en toutes circonstances, les actes suivants pour le service placé sous sa responsabilité :

- les correspondances et actes de gestion courants ne portant pas de décision,
- les enquêtes administratives,
- les bons de commandes inférieurs à 1 000 €.

Article 3 : La présente délégation substituera tant qu'elle n'aura pas été rapportée.

Article 4 : Le Maire est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera transmis au contrôle de légalité, publié et affiché selon la réglementation en vigueur.

Article 5 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de VERSAILLES, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans les mêmes conditions de délai.

Article 6 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur Jamel BOUZIANE.

PUBLIE, le 17/04/2025

NOTIFIÉ, le 17/04/2025